REVUE ILES D IMESLI, VOLUME 13, N°01 (2021), PP. 97-116

Les écoles coraniques entre 1947 et 1954 : Une analyse quantitative

Koranic Schools between 1947 and 1954: A Quantitative Analysis

Shoko Watanabe[1]
[1]Institute of Developing Economies, Chiba, Japon, shoko_watanabe@ide.go.jp

Article information

History of the article- Historique de l'article		
Received: 13/09/2018	Accepted : 07/06/2019	Published : 08/06/2021

Abstarct

Thispaper evaluates the role played by Arabic religious schools (*maktab*and*madrasa*) in the cultural transformation in Algeria after WWII until the eve of the Revolution. It examines different factors, which favored development of Arabic and French schools.First, it discusses the dual reality of educational system in colonial Algeria, devided between Arabic and French schools. Second, itresorts to statistical analysis to verify Fanny Colonna's hypothesis on urbanization as a cause of French schools' expansion. Third, it applies the same methods to Arabic schools. Based on data of population censuses and of Algerian archival documents related to Arabic private schools paper shows a positive correlation between the development of Arabic schools and Arab-French bilingualism in Algeria after the war. The statistical analysises also all to descover different charactaristics of each geographical unit.

Keywords: Koranic schools (*maktab/ kuttāb*),*madrasa*, schooling, bilingualism, quantitative analysis

Résumé

Cet article évalue le rôle des écoles religieuses arabes (*maktab* et *madrasa*) dans la transformation culturelle de l'Algérie après la deuxième guerre mondiale jusqu'à la veille de la Révolution, en s'interrogeant surles différents facteurs qui ont favorisé l'implantation des écoles arabes et françaises. L'article discute d'abord de la dualité du système scolaireà l'époque coloniale, devisé entre les écoles arabes et françaises.On emploie ensuite les méthodes statistiques pour examiner l'hypothèse de Fanny Colonna sur l'urbanisation comme la cause de l'expansion des écoles françaises. Enfin, l'article applique les mêmes méthodes aux écoles religieuses arabes. Se fondant sur les données des recensements de la population, ainsi que sur des données d'archives algériennes concernant les écoles privées arabes, l'article démontre la corrélation positive entrela fréquentation des écoles arabes et le bilinguisme en Algérie d'après-guerre. Aussi, les méthodes statistiques permettent de faire ressortir les caractères spécifiques de chaque unité géographique.

Mots clés: écoles coraniques (*maktab/kuttāb*), *madrasa*, scolarisation, bilinguisme, analyse quantitative

Auteur correspondant : Shoko Watanabe, shoko_watanabe@ide.go.jp
ISSN: 2170-113X, E-ISSN: 2602-6449, (cc) BY-SA
Published by: Mouloud Mammeri University of Tizi-Ouzou, Algeria

Introduction : écoles coraniques, un lieu de polémique?

Le rôle historique des écoles religieuses arabes (*maktab* et*madrasa*)[1] en Algérie à l'époque coloniale a longtemps constitué un objet de polémique. L'autorité coloniale les considérait comme des obstacles à la fréquentation des écoles françaises par les musulmans. Le rapport EmileCombes, établi par la commission sénatoriale sur l'instruction primaire des indigènes, citait un cas inquiétant d'école coranique:

> A Ras-Aïn-Snob, dans la commune de Sédrata, la coexistence des deux écoles [l'école française et l'école coranique] enlève une notable partie du temps scolaire à l'enseignement français. Les élèves n'entrent à l'école française le matin qu'à neuf heures ou neuf heures et demie, le soir, à deux ou trois heures. Ils sont retenus par le taleb [intellectuel religieux, de *ṭālib*, ou étudiant en arabe classique], qui leur enseigne dans des bouges à psalmodier le Coran. Si l'on essaie de réagir, dit un rapport de l'instituteur chargé de visiter cette école, les élèves cessent de venir à nous. « Les talebs sont plus puissants que nous»(Sénat (France), Commission d'études des questions algériennes, 1892: pp. 13–14).

Le rapport indiquait que ces écoles coraniques apparaissaient « comme très hostiles à notre souveraineté et comme devant être surveillées de près. Plusieurs demandent qu'on les supprime d'autorité» (Sénat (France), Commission d'études des questions algériennes, 1892: p. 13n).Les écoles coraniques étaient donc considérées comme un danger potentiel, non seulement pour le prestige des écoles françaises, mais aussi pour l'autorité coloniale elle-même.

Par contre, le même rapport insistait sur l'inefficacité, voire l'infériorité, de la méthode pédagogique des maîtres arabes:

> Les indigènes de l'Algérie, au moins dans leur jeune âge, font exécuter à leur mémoire de véritables tours de force; ils apprennent par cœur, à force de les lire ou de les entendre, des pages entières dont ils ne comprennent pas un mot. Ils contractent cette détestable habitude dans leurs écoles religieuses. L'enseignement du Coran, dans les zaouïas[*zāwiya*, voir note 3], n'est qu'une étude mot à mot du texte sacré sans aucune notion du sens; il suffit à la piété des musulmans(Sénat (France), Commission d'études des questions algériennes, 1892: pp. 26–27).[2]

Ici, l'infériorité intellectuelle des écoles religieuses arabes par rapport aux écoles françaises est décrite comme une constatation d'évidence. En attribuant dans le même temps aux écoles arabes des images de fanatisme politique et d'archaïsme culturel, le rapporteur souhaitait purger leur

[1]Dans l'enseignement traditionnel, *maktab*, ou *kuttāb*, désignait une école primaire où les enfants apprenaient le Coran, alors que *madrasa* (*madāris* au pluriel) désignait une école secondaire ou supérieure où les professeurs enseignaient aux étudiants, jeunes ou adultes, les sciences islamiques, ainsi que les autres savoirs.

[2]*Zāwiya* (*zawāya*au pluriel) signifie un lieu de prière et l'enseignement religieux souvent lié aux confréries religieuses (*ṭarīqa*, *ṭuruq* au pluriel).

influence dans la société musulmane en mettant en avant la supériorité civilisationnelle et méthodologique des écoles françaises.

Bien qu'il n'ait eu ni préventions ni préjugéscontre les écoles arabes, l'historien Charle-Robert Ageron ne paraissaitcependant pas complètementlibéré du mythe des bienfaits des écoles françaises, en particulier lorsqu'il discutaitdu «miracle» du développement desécoles françaisesen Algérie, malgré un climat d'hostilité initiale chez les musulmans (Ageron, 1968:vol.2, pp. 949–950; Colonna, 1975: p. 49). Il considérait que l'idéal de la Franceconsistant à vouloir dispenser l'instruction publiqueaux français comme aux algériens musulmans,sans distinctions,avait contribué à la diffusion lente mais constantede l'enseignement publique parmi les musulmans. Les écoles françaises avaient dû faire face à une résistance de la part des musulmans, le 19ème siècle et jusqu'au début du 20ème siècle, pour des raisons culturelles et politiques. Ce n'est seulement qu'à la période entre-deux-guerres que les écoles publiques française ont connu une augmentation de la fréquentation par les enfants musulmans (Turin, 1971: pp. 196–302; Colonna, 1975: pp. 26–36).Le taux d'inscription des enfants musulmans étaitde 1.9% en 1890, 4.3% en 1908, 5.0% en 1914, 6.0% en 1930, 8.8% en 1944, 14.6% en 1953 et 15.4% en 1954 (Pervillé, 2004: p. 18). Alors que le nombre d'enfants français musulmans fréquentant les écoles françaises dépassait celui des enfants français non-musulmans après la deuxième guerre mondiale, le nombre des filles musulmanes fréquentant ces écoles françaises restait très limité (voir Table 1).

Table 1:Elèves français (musulmans et non-musulmans) inscrits au début de chaque année scolaire dans les écoles primaires élémentaires et maternelles [Source: Gouvernement général de l'Algérie (n.d.[1952]:p. 65)].

	1905–06	1910–11	1915–16	1920–21	1925–26	1930–31	1939–40	1940–41	1941–42	1942–43	1943–44	1944–45	1945–46	1946–47	1947–48	1948–49	1949–50	1950–51	1951–52	1952–53
Musulmans (fille et garçon)	30 989	40 778	44 026	42 904	57 988	67 738	114 117	117 155	117 586	115 257	108 805	108 663	137 534	159 952	177 158	189 573	212 572	234 300	252 239	275 622
Garçon	28 468	37 251	39 608	38 773	50 895	59 328	92 438	94 179	93 753	91 309	87 088	88 859	105 080	120 000	134 252	142 670	159 469	173 602	184 451	201 579
Fille	2 521	3 527	4 418	4 131	7 093	8 410	21 679	22 976	23 833	23 948	21 717	19 804	32 454	39 952	42 906	46 903	53 103	60 698	67 788	74 043
Non-musulmans (fille et garçon)	83 415	92 291	99 078	86 929	87 004	104 702	131 594	137 277	129 134	123 978	123 810	124 722	130 314	134 117	136 502	137 720	138 382	143 195	144 919	145 122
Garçon	42 061	46 450	50 058	44 223	43 736	51 376	66 026	70 112	64 922	61 928	62 005	62 984	64 483	67 510	69 420	69 313	69 036	71 149	72 153	72 723
Fille	41 354	45 841	49 020	42 706	43 268	53 326	65 568	67 165	64 212	62 050	61 805	61 738	65 831	66 607	67 082	68 407	69 346	72 046	72 766	72 399

Ageron voyait dans cette évolution graduelle du nombre des musulmans dans les écoles française une marque d'acceptation et une reconnaissance des bienfaits de ces écoles pour la société musulmane.

D'un autre côté, les chercheurs algériensdevenus enseignantsaprès l'indépendance du pays mirent au point le rôle des écoles religieuses arabes dans le mouvement continu de résistance culturelle. Leurstravauxconsidéraientces écoles comme le berceau d'un mouvement de renaissance et de développement del'identité arabo-islamique chez les musulmans. Ali Merad soulignaitle rôle de l'Association des Ouléma Musulmans Algérien (fondée en 1931), et de ses *madāris* arabes privées, dans la diffusion des idées réformistes musulmanes au niveau national, ainsi que dans l'instruction de la langue arabe et de l'Islam parmi les enfants musulmans (Merad, 1967: p. 338). Abou al-Kacem Saadallah mettait lui

aussi l'accent sur la contribution des mouvements culturels au mouvement national politique. Il mettait en valeur la création d'associations culturelles fondées par des intellectuels musulmans dans différentes villes entre 1900 et 1914, donnant des conférences et organisant des séances théâtrales ou artistiques pour le public musulman, dans un but d'éducation populaire (Saadallah, 1985: pp. 108–110). Pour lui, cette éducation populaire, ainsi que l'instruction des identités arabes et musulmanes, étaient étroitement liées à « la montée du nationalisme algérien ». L'Association des Ouléma, qui dirigeaitet organisait les activités éducatives àune échelle nationale, mit la dernière main à ce mouvement continu de résistance culturelle contre la politique coloniale de francisation et de déracinement.

La sociologue algérienne Fanny Colonna proposait une lecture plus nuancée de la pratique éducative des musulmanes algériennes. Elle faisait remarquer le changement de stratégie de nombreuses familles musulmanes qui, après une longue période où le refus des écoles françaises prédominait, avaient résolu d'y envoyer leurs enfants.Selon elle, les écoles publiques françaises étaient alors reconnues comme une nécessité socio-économique,et ce, jusqu'à la période de l'entre-deux-guerres. Faire fréquenter ces écoles par les enfantsétait alors devenu socialement perçu non pas comme un acte d'obéissance à l'ordre coloniale, mais comme un acte neutre et pragmatique (Colonna, 1975 : pp. 37–41). L'arrière-plan de ce changement était l'urbanisation qui, en accélérant la concurrence sur le marché de travail, avaitencouragé les musulmans à poursuivre leurs études jusqu'au niveau de l'enseignement secondaire et professionnel. Dans les régions rurales, en revanche, la pratique éducative était demeuréerelativement inchangée (Colonna, 1975 : pp. 113–123). Ainsi, après la première guerre mondiale, les écoles religieuses arabes, qui jouissaient jadis de prestige comme symboledu refus de l'assimilation culturelle, et qui étaient fréquentées par les enfants issus de milieux plutôt aisés, furent fréquentées de plus en plus par des enfants d'origines rurales ou de couches sociales plus populaires (Colonna, 1975 : pp. 89–90). Pour sa part, l'anthropologueOuanassa Siari Tengour reconsidéra la thèse de la résistance culturelledes écoles coraniques. Elle conclut qu'en se soumettant aux règles d'autorisation et de contrôlede l'administration coloniale, et en se contentant de jouer un rôle purement religieux, sans remettre en question l'hégémonie socio-politique des écoles françaises, les écoles coraniques participaientà la reproduction de la culture coloniale(Siari Tengour, 1998).

L'influence et le rôle des écoles coraniques ontdonc été interprétés différemment selon les auteurs. Pour les uns, ellesreprésentaient le nid des insurgés anticoloniaux. Elles furent comprises aussi comme un symbole de l'archaïsme et de la stagnation de la culture arabe. Les études sur l'histoire culturelle de l'entre-deux-guerres, et même au-delà, les considèrent comme un berceau du mouvement de la renaissance nationale chez les musulmans. Malgré tous ces enjeux idéologiques, il est plutôt rare de trouver des travaux sur le positionnementculturel des écoles coraniquesqui s'appuient effectivement sur une analyse socio-économique de leur base sociale et sur des données historiques.[3]A ce titre, l'équivalent des analyses présentées avec

[3]Kateb (2004) est une des rares études faites dans ce sens. Alors que Kateb analysait la situation de l'enseignement pour la population musulmane dans son ensemble, le présent

succès par Colonna pour l'école normale d'instituteurs, en utilisant une combinaison de méthodes quantitatives et qualitatives interprétative, n'existe pas encore pour les écoles coraniques.

Le présent article se fonde sur les données du recensement de la population, effectué en 1948 et 1954 (Gouvernement général de l'Algérie, n.d. [1948]; Idem, n.d.[1954]), ainsi que sur des données d'archives, et se propose d'analyser, en se basant sur des méthodes statistiques, la relation entre les conditionsaussi bien linguistiques que socio-économiquesdela population musulmane et l'implantation des écoles coraniques.[4] Cette étude permet de mettre en lumière la configuration générale des pratiques culturelles en Algérie jusqu'à la veille de la Révolution, et ses variations selon les conditions socio-économiques. Elle complète ainsi les études sur la pratique scolaire, et celles sur le mouvement de création des écoles privées arabes par l'Association des Ouléma, pour établir un lien entre les deux.

1. Dualitédu systèmeéducatif à l'époque coloniale et sens du bilinguisme

La dualité linguistiquecaractérisaittout le système éducatif de l'Algérie à l'époque coloniale (Kateb, 2004). D'un côté, une première catégorie d'écoles, publiques et laïques, fut instituée systématiquement par l'administration françaiseaprès l'application en 1883 des lois Ferry à l'Algérie.[5]Or, pendant cette première période,le taux de fréquentation des enfants musulmans dans ces écoles restait très bas. La langue principalementutilisée y était le français. Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, la langue arabe était enseignée uniquement dans les *madāris* officielles, écoles qui ne furent installées que dans trois villes d'Algérie en 1850, dans le but de former les agents officiels du culte musulman.[6]

D'un autre côté, la société musulmane restait attachée aux écoles religieuses arabophones. Les écoles arabescomprenaient les écoles traditionnelles telles que les*zawāya* et les*makātib* (écoles coraniques), et les écoles réformistes modernes (*madāris* réformistes). L'autorité coloniale distinguait les écoles coraniques, où seul le Coranétait enseigné, des*madāris* qui constituaient le pendant arabe des écoles primaires telles que définies par le décret du 18 janvier 1887. Dans les *madāris* réformistes, la langue arabe et les notions des sciences islamiques étaient enseignées, en plus de quelques matières modernes telles que l'histoire, la géographie ou l'arithmétique. Mais cette distinction était seulement administrative et théorique, etne

article tente d'analyser qui, parmi les musulmans, étaient les principaux bénéficiaires des écoles coraniques.

[4] Etant donné que beaucoup d'auteurs soulignent le changement radical de la pratique éducative chez les musulmans pendant la période de l'entre-deux-guerres, il aurait été naturel de tenter une comparaison entre les données avant et après cette période. Dans le présent article, les données utilisées concernent exclusivement la période après la deuxième guerre mondiale, pour la simple raison qu'aucunes données statistiques détaillées par unités géographiques ne sont disponibles avant cette période.

[5] Le décret du 13 février 1883 appliquant les lois françaises en 1881 et en 1882 concernant l'instruction publique primaire obligatoire, gratuit et laïque.

[6] Pour ces écoles, voir Abi-Mershed (2010:pp. 143–144).

traduisait pas forcément la conception qu'en avait la société locale. En réalité, il était parfois difficile de distinguer l'une de l'autre. Pour ouvrir, ces écoles privées arabes devaient se soumettre au régime d'autorisationpar la préfecture, en vertu du décret du 18 octobre 1892. De plus, le décret du 9 décembre 1887 concernant l'instruction des indigènes interdisait aux écoles privées religieuses, musulmanes ou juives, d'enseigner aux enfants âgés entre 6 et 12 ans, quand elles se trouvaient à une distance de moins de 3 kilomètres des écoles publiques françaises, ou à moins de 40 minutes de marche (Article 22). Le même décret accordait aux administrations locales la capacité de mettre ces écoles religieuses privées sous leur contrôle (Article 16), les préfets pouvant intervenir dans ces écoles pour les fermer pour des considérationsdesécurité (Article 17). Beaucoup d'écoles arabes, y compris les écoles réformistes de l'Association des Ouléma, fonctionnaient sans autorisationet restaient donc vulnérables aux répressions administratives.

Tant qu'elles fonctionnaient en dehors des horaires des écoles publiques, les écoles religieuses arabes étaientcompatible avec les écoles publiques françaises,et ce, jusqu'à la fin de l'enseignement primaire.Après la deuxième guerre mondiale, les *madāris* réformistes fonctionnaient donc sur deux horaires séparés pour deux groupes d'élèves distincts: l'un pour les élèves fréquentant exclusivement les *madāris*, l'autre pour ceux inscrits dans les écoles françaises et ne venant aux *madāris*que dans la matinée, ou le soir après les écoles françaises. L'Association des Ouléma fournissaità ces élèves-ciun programme spécial, en y renforçant les matières arabes et religieuses qui n'étaient pas enseignées dans les écoles françaises, et en supprimant les matières déjà enseignées dans les écoles françaises.[7] *Al-Baṣā'ir*, l'organe de l'Association précise qu'en 1951 le nombre d'élèves fréquentant seulement les *madāris* était de 16286, alors que le nombre d'enfantssuivant une double scolaritéavoisinait les 20000.[8] Le nombre d'enfants suivant une double scolarité était donc plus important que celui de ceux suivant une scolarité simple.

Le parallèlisme de ces deux systèmesscolairessymétriques, français et arabe, ne signifiait pourtant pas que les deux systèmes étaient égaux. Alors que les écoles publiques françaises fournissaient le Certificat d'études primaires (CEP), le diplôme qui ouvrait l'accès à l'enseignement secondaire à la fin du programme de primaire, les *madāris* réformistes ne disposaient pas de prérogatives équivalentes. Certes, chaque *madrasa* pouvait délivrer aux élèves un diplôme (*shahāda*) de fin d'études qui était particulier à chaque école, et qui allait devenir centralisé en 1950 pour constituer l'examen national de fin d'études aux *madāris* de l'Association, ouvrant droit à l'obtention duCertificat de fin d'études primaires arabes (*Shahādat nihāyat al-dirāsa al-ibtidā'īya al-'arabīya*).[9]En revanche, ce diplômedélivré spontanément par l'Association n'avait évidemment aucune valeureffective, nidans l'échelle des diplômes des écoles officielles, ni sur le marché de travail. L'avantage social et économique des écoles françaises demeura ainsi longtemps incontestéen dépit des efforts d'organisation de l'enseignement fourni par l'Association des Ouléma.

[7] *Al-Baṣā'ir*, no.65 (31 janvier 1949).
[8] *Al-Baṣā'ir*, no.172/173 (15 octobre 1951).
[9] *Al-Baṣā'ir*, no.163 (16 juillet 1951).

Le nombre d'élèves fréquentant les*madāris* réformistes n'est connu qu'approximativement. En effet, jusqu'à ladeuxième moitié des années 1940, la gestion de chaque *madrasa* était à la charge d'une association éducative locale, ce qui complique fortement le comptagedu nombre d'élèves pour l'ensemble de l'Algérie. En outre, le nombre d'écolesest lui aussi mal connu. Ali Merad l'estimeà environ 70 pour l'année 1934 (Merad, 1967: p. 338). D'après les informations parus dans *al-Baṣā'ir*, ce nombre évolua jusqu'à atteindre 130 unités en 1947 (selon un décomptetoutefois approximatif), puis au moins 127 unités en 1948, 140 unités en 1949, 126 unités en 1950 et enfin au moins 125 unités en 1951.[10]D'après ces chiffres on peut estimer que le nombre de *madāris* réformistes s'est accru significativement entre 1934 et 1947, période à partir de laquelle un accroissement aussi radical n'est plus observé. D'après le numéro de*al-Baṣā'ir*de 1951 déjà mentionné, le nombre d'élèvesfréquentant les *madāris* réformistes cette année-là est estimé à environ 36286, en comptabilisant à la fois les élèves fréquentant seulement des *madāris*(16286) et ceux suivants une double scolarité (20000). La même année, le nombre d'élèves musulmans fréquentant les écoles publiques s'élevait à 252 239, selon la Table 1.Ainsi, la contribution des écoles religieuses arabes à l'enseignement de la jeunesse musulmane paraît limitéeen comparaison avec ce nombre global. Cependant, il est important de s'interroger sur le contexte de lafréquentation de ces écoles et sur les aspirations sociales auxquelles elles répondaient.

2. Les langues et les facteurs socio-économiques : méthode et sources statistiques

Les statistiques constituent des sources de savoir riches permettant de comprendre les relations entre les facteurs socio-économiques et la culture. Dans le cas de l'Algérie, si le dénombrement de la population existe depuis le 19ème siècle (le dénombrement de la population musulmane est effectué pour la première fois en 1856) (Gouvernement général de l'Algérie, 1934: pp. 5, 8n1), l'inclusion de données socio-économiquesdiverses ne commence à devenir effectif qu'à partir des années 1930. En 1929, la Commission du recensement démographique estcréée dans le but de saisir les changements apportés par les mouvements de population, qui modifient «l'état civil, la résidence et la profession d'un grand nombre des habitants recensés », en se basant sur une nouvelle méthode utilisant des bulletins individuels et des feuilles de famille, à partir du recensement de 1931 (Gouvernement général de l'Algérie, 1934: pp. 5, 7). Ainsi produits, les recensements des années 1940 et 1950 contiennent non seulement des données socio-économiques telles que les professions et les mouvements géographiques de la population, mais aussi les données culturelles, telle que les langues parlées et écrites, ou le taux d'analphabétisme par arrondissement.

Dans cette section, nous proposons un examen critique de l'hypothèse de Colonna, qui lie l'augmentationdu nombre d'élèves musulmans dans les écoles françaises à l'urbanisation, en nous basant sur les données statistiques

[10]*al-Baṣā'ir*, no. 10 (13 octobre 1947); no. 46 (23 août 1948); no. 56 (15 novembre 1948); no. 57 (22 novembre 1948); no. 65 (31 janvier 1949); no. 93 (31 octobre 1949); no. 135 (18 décembre 1950); no.172/173 (15 octobre 1951).

de 1948 et 1954. Le but de cette analyse est de savoir à quel point la situation générale de scolarisation était associée aux facteurs socio-économiques. Ellenous permettra aussi de faciliter la mise en place d'une analyse similaire pour les écoles coraniques dans la section suivante.

Les statistiques que nous utilisonssont cellesdes recensements de la population effectués au 31 Octobre 1948 et au 31 Octobre 1954. Ce choix est motivé par la richesse de ces recensements en ce qui concerne les données culturelles, et par lapossibilité de saisir les changements chronologiquesde situation entre ces deux dates, en excluant les effets imputables à l'état de guerre dans la fréquentation des écoles. En effet, la deuxième guerre mondiales'achève avant la première date, tandis que la guerre d'indépendance de l'Algérie survient après la deuxième date.Aussi, nous nous proposons d'utiliser les données concernant les hommes musulmans, pour peu qu'elles soient distinctesde celles concernant les femmes musulmanes, afin d'éviter de possibles effetsliés au genre des enfants dans leur scolarisation et dans leur choix de profession.

La situation globale des populations lettrées en arabe et en français évolue entre 1948 et 1954, comme cela apparaîtdans la Table 2.[11] Il faut retenir que la population recensée est différente en 1948 et en 1954. Pour l'année 1948, le recensement concerne les hommes musulmans âgés de 10 ans etplus, alors que pour l'année 1954 il concerne ceux âgés de 6 ans etplus, ce qui rend difficile toute comparaison simple. Néanmoins, la baisse du nombre d'arabophones monolingues entre les deux recensements est frappante (de 90790 en 1948 à 89640 en 1954), alors même que le nombre de francophones monolingues augmente significativement (de 103671 en 1948 à 231086 en 1954). Si la langue arabe était enseignée dans une variété de lieux tels que les écoles coraniques, les*zawāya*, les *madāris* réformiste, ou dans certains cas dans le milieu familial, la maîtrise de la langue française chez les musulmans était, principalement, le résultat de la fréquentation des écoles françaises. On doit en déduire l'augmentation du nombre absolu d'élèves musulmans dans les écoles publiques françaises entre 1948 et 1954, comme cela transparaît aussi dans les données de la Table 1. Dans le même temps, l'augmentation du nombre d'élèves bilingues (maîtrisant à la fois l'arabe et le français) est elle aussi significative. Le bilinguisme dans le contexte algérien de l'époque est dû à la double scolarité, si on considère l'arabisation dans le milieu familial comme plutôt exceptionnelle. Ce raisonnement est aussi conforté par le fait que plus de la moitié des élèves des *madāris* de l'Association des Ouléma fréquentaient les écoles françaises, comme nous l'avons déjà indiqué.

[11] Dans les analyses ci-dessous, on considère seulement les vingt arrondissements des trois départements du nord (Alger, Oran, et Constantine) en excluant les quatre arrondissements du sud. La raison de cette limitation géographique est la différence de régime politique entre le nord (sous le régime civil) et le sud (sous le régime militaire) de l'Algérie, qui affecta l'implantation des écoles française, ainsi que le degré de conservation des écoles traditionnelles arabes. Bien que cette restriction constitue les limites de cette étude, elle permet de concentrer l'analyse sur la corrélation entre les facteurs socio-économiques et les langues, en excluant les nuances apportées par les différents régimes politiques.

Table 2: Les populations lettrées et illettrées musulmanes masculines entre 1948 et 1954 (pourles trois départements du nord; la population recensée est celle âgée de 10 ans etplus pour l'année 1948, et de 6 ans etplus pour l'année 1954)
[Source : Gouvernement général de l'Algérie (n.d.[1948]:vol. 3, Tableaux, p. 37); Idem(n.d.[1954]: vol. 2, p. 143)].

	Lettrés				Illettrés
	Français seul	Bilingues	Arabe seul	Total lettrés	
1948	103 671	46 076	90 790	240 537	2 210 439
1954	231 086	77 530	89 640	398 256	2 576 075

Nous avons tenté ensuite de montrer les rapports de corrélations entre les différents facteurs socio-économiques et les changements culturels. Voici la liste des variables que nous avons utilisées. Toutes les variables sont données par arrondissement (n=20).

■ Variables culturelles pour 1948 :

● Parlant français : Nombre d'individus parlant le français, pour 1000 musulmans âgés de 10 ans et plus (d'après Gouvernement général de l'Algérie (n.d.[1948]: vol.3, Tableaux, p. 36, TableauVIII, sexe masculin))

● Français seul : Nombre d'individus écrivant le françaismais ne sachant pas écrire l'arabe, pour 1000 musulmans âgés de 10 ans et plus (calculé par l'auteur d'après les chiffres des Gouvernement général de l'Algérie (n.d. [1948] :vol.3, Tableaux, p. 37, TableauVIII bis, sexe masculin)

● Bilingues : Nombre d'individusécrivant le français et l'arabe, pour 1000 musulmans âgés de 10 ans et plus (*ibid.*)

● Arabe seul : Nombre d'individus écrivantl'arabe mais ne sachant pas écrire le français, pour 1000 musulmans âgés de 10 ans et plus (*ibid.*)

● Total français : Nombre d'individus écrivant le français seul ou étant bilingues, pour 1000 musulmans âgés de 10 ans et plus (*ibid.*)

● Total arabe : Nombre d'individus écrivant l'arabe seul ou étant bilingues, pour 1000 musulmans âgés de 10 ans et plus (*ibid.*)

● Illettrés : Nombre d'individusillettrés, pour 1000 musulmans âgés de 10 ans et plus (*ibid.*)

■ Variables socio-économiques pour 1948 :

● Demeurant dans l'arrondissement de naissance : Nombre d'individusdemeurant toujours dans leur arrondissement de naissance, pour 1000 personnes recensées (d'après Gouvernement général de l'Algérie (n.d. [1948] : vol.3, p. 35, sexe masculin)

● Agriculteur : Nombres d'individus exerçants une activité agricole et autres activités annexes, par rapport à la population active de l'arrondissement (calculé par l'auteur d'après les chiffres desGouvernement général de l'Algérie (n.d. [1948] :vol.3, Tableaux, pp. 107–118, TableauIX, comprenant les deux sexes)[12]

[12] Ici, les données concernent les deux sexes, faute de données pour le sexe masculin par arrondissement. Les catégories constituant la population actives dans le tableau sont : Activités agricoles et annexes ; Production d'énergie et Industries primaires ; Industries de transformation ; Transports ; Commerce ; Professions libérales et administratives ; Indépendants ; Activité inconnue.

■ Variables culturelles pour 1954 :

● Parlant français : Nombre d'individus parlant français, pour 1000 musulmans âgés de 6 ans et plus (calculé par l'auteur d'après Gouvernement général de l'Algérie (n.d. [1954] :vol.2, p. 143, TableauXXIII, sexe masculin)

● Français seul : Nombre d'individus écrivant le françaismais ne sachant pas écrire l'arabe, pour 1000 musulmans âgés de 6 ans et plus (*ibid*.)

● Bilingues : Nombre d'individus écrivant le français et l'arabe, pour 1000 musulmans âgés de 6 ans et plus (*ibid*.)

● Arabe seul : Nombre d'individus écrivantl'arabe mais ne sachant pas écrire le français, pour 1000 musulmans âgés de 6 ans et plus (*ibid*.)

● Total français : Nombre d'individus écrivant le français seul ou étant bilingues, pour 1000 musulmans de 6 ans et plus (*ibid*.)

● Total arabe : Nombre d'individus écrivant l'arabe seul ou étant bilingues, pour 1000 musulmans âgés de 6 ans et plus (*ibid*.)

● Illettrés : Nombre d'individusillettrés, pour 1000 musulmans âgés de 6 ans et plus (*ibid*.)

■ Variables socio-économiques pour 1954 :

● Demeurant dans l'arrondissement de naissance : Nombre d'individus demeurant toujours dans leur arrondissement de naissance pour 1000 personnes recensées (calculé par l'auteur d'après Gouvernement général de l'Algérie (n.d. [1954] : vol.2, pp. 134–135, TableauXIX, sexe masculin)

● Agriculteur : Nombred'actifs exerçants dans l'Agriculture (« Culture, élevage et annexe agriculture ») par rapport à la population active de l'arrondissement (calculé par l'auteur d'après Gouvernement général de l'Algérie (n.d. [1954] : vol.3, pp. 212–214, TableauVIIIA, sexe masculin)[13]

● Eau, Gaz et Electricité : Nombre d'actifs travaillants dans les secteurs de l'Eau, Gaz et Electricité par rapport à la population active de l'arrondissement (*ibid*.)

● Mines et Recherches Pétrole : Nombred'actifs travaillants dans les Mines ou dans les Recherches Pétrolière par rapport à la population active de l'arrondissement (*ibid*.)

● Industrie des métaux : Nombred'actifs travaillants dans l'industrie des métaux par rapport à la population active de l'arrondissement (*ibid*.)

● Matériaux de construction, Bâtiment et Travaux publics : Nombred'actifs travaillants dans les Matériaux de construction, Bâtiment et Travaux publics par rapport à la population active de l'arrondissement (*ibid*.)

● Industries alimentaires : Nombred'actifs travaillants dans les Industries alimentaires par rapport à la population active de l'arrondissement (*ibid*.)

● Autres industries de transformation : Nombred'actifs travaillant dans les Autres industries de transformation par rapport à la population active de l'arrondissement (*ibid*.)

● Transports et Transmissions : Nombred'actifs travaillant dans les Transports et Transmissions par rapport à la population active de

[13] Les catégories constituant la population actives dans le tableau sont: Pêche; Forêts; Agriculture [« Culture, élevage et annexeagriculture » dans le tableau]; Eau, Gaz et Electricité; Mines et Recherches Pétrole; Industrie des métaux; Matériaux de construction, Bâtiment et Travaux publics; Industries alimentaires; Autres industries de transformation; Transports et Transmissions; Commerces; Banques et Assurances; Spectacles et Radio; Hygiène et Services domestiques, Professions libérales, Journaliers, Non déclarés.

l'arrondissement (*ibid*.)

- Commerces : Nombred'actifs travaillant en Commerces par rapport à la population active de l'arrondissement (*ibid*.)
- Professions libérales : Nombred'actifs exerçants des Professions libéralespar rapport à la population active de l'arrondissement (*ibid*.)
- Journaliers : Nombred'actifstravaillants comme Journaliers par rapport à la population active de l'arrondissement (*ibid*.)

L'analysedes corrélations entre les variables pour les années 1948 et 1954est effectuée en calculant le coefficient de corrélation de Pearson, et est résumée dans Tables 3 et 4, respectivement. Les parties colorées indiquent les relations entre les variables culturelles et les variables socio-économiques.

Table 3:Corrélations entre les langues maîtrisées et les variables socio-économiques chez les musulmans pour l'année 1948
[Source: Gouvernement général de l'Algérie (n.d.[1948]); les variables sont expliquéesdans le corps du texte.]

*p<0.05, **p<0.01.

		Parlant français	Lettrés					Illettrés	Demeurant dans l'arrondissement de naissance	Agriculteur
			Français seul	Bilingues	Arabe seul	Total français	Total arabe			
Parlant français		1.000								
Lettrés	Français seul	0.856**	1.000							
	Bilingues	0.567**	-0.486*	1.000						
	Arabe seul	-0.371	-0.428	0.277	1.000					
	Total français	0.873**	0.983**	0.638**	0.319	1.000				
	Total arabe	-0.008	-0.089	0.689**	0.887**	0.066	1.000			
Illettrés		-0.792**	-0.889**	-0.769**	0.010	-0.944**	-0.377	1.000		
Demeurant dans l'arrondissement de naissance		-0.583**	-0.467*	-0.574**	0.108	-0.531*	-0.194	0.523*	1.000	
Agriculteur		-0.556*	-0.556*	-0.739**	-0.077	-0.645**	-0.413	0.707**	0.840**	1.000

Table 4 : Corrélations entre les langues maîtrisées et les variables socio-économiques chez les musulmans pour l'année 1954
[Source : Gouvernement général de l'Algérie (n.d. [1954]) ; Les variables sont expliquéesdans le corps du texte.]

*p<0.05, **p<0.01.

		Parlant français	Lettrés					Illettrés	Demeurant dans l'arrondissement de naissance	Agriculteur
			Français seul	Bilingues	Arabe seul	Total français	Total arabe			
Parlant français		1.000								
Lettrés	Français seul	0.959**	1.000							
	Bilingues	0.554*	0.419	1.000						
	Arabe seul	-0.203	-0.283	0.451*	1.000					
	Total français	0.974**	0.986**	0.566**	-0.174	1.000				
	Total arabe	0.184	0.059	0.835**	0.868**	0.208	1.000			
Illettrés		-0.949**	-0.942**	-0.665**	-0.028	-0.979**	-0.388	1.000		
Demeurant dans l'arrondissement de naissance		-0.791**	-0.647**	-0.629**	-0.093	-0.704**	-0.408	0.739**	1.000	
Agriculteur		-0.896**	-0.809**	-0.699**	0.025	-0.864**	-0.374	0.871**	0.864**	1.000

Commençons d'abord par lescorrélations entre les variables culturelles et les variables socio-économiques. Pour les deux recensements, on observe une corrélation négative entre les variables « Parlant français » et « Agriculteur ». Cette dernière se montre en corrélation positive avec la variable « Illettrés ».La variable « Demeurantdans l'arrondissementde naissance»est en corrélation négative avec la variable «Parlant français», et encorrélation positive avec la variable « Illettrés ». Pour les variables concernant l'alphabétisation en français, on constate que les variables « Français seul », «Bilingues», « Totalfrançais»sont en corrélation négative avec les variables «Agriculteur» ainsi que « Demeurant dans l'arrondissementde naissance». Par contre, la variable « Total arabe» n'est pas encorrélationsignificative avec les variables socio-économiques dans aucun des deux recensements.

Ici, la proportion de la population sachant *écrire*le français dans un arrondissement reflète le degré de scolarisation dans les écoles françaises dans l'arrondissement en question, alors que la proportion de la population sachant*parler*le français ne le représente pas forcément. En comparant les coefficients de 1948 et ceux de 1954, les coefficients de corrélation entre la variable « Total français» et les variables socio-économiques (« Agriculteur » et « Demeurant dans l'arrondissement de naissance ») s'accroissent.

Considérons maintenant les relations entre les variables culturelles. Les corrélations entre les variables concernant la langue française (« Parlant français », « Français seul », « Bilingues », et « Total français») et la variable « Illettrés » apparaissent comme négatives. Par contre, les variables concernant la langue arabe ne sont pas en corrélation significative avec la variable « Illettrés ».

Table 5:Corrélations entre les langues maîtrisées et les variablesprofessionnelles chez les musulmans pour l'année 1954

[Source: Gouvernement général de l'Algérie (n.d.[1954]); Les variablessont expliquéesdans le corps du texte.]

*p<0.05, **p<0.01.

	Agriculteur	Eau, Gaz et Electricité	Mines et Recherches Pétrole	Industrie des métaux	Matériaux de construction, Bâtiment et Travaux publics	Industries alimentaires	Autres industries de transformation	Transports et Transmissions	Commerces	Professions libérals	Journaliers
Total français	-0.864**	0.792**	-0.107	0.835**	0.802**	0.834**	0.814**	0.799**	0.948**	0.786**	0.722**
Total arabe	0.374	0.356	0.088	0.270	0.308	0.323	0.119	0.359	0.328	0.535*	0.368

Lescorrélations entre la maîtrise des langues et l'exercice de professions sont résumées dansla Table 5, en utilisantles variables linguistiques (« Total français» et « Total arabe») et les proportions des différentes professions dans la population active musulmane masculine pour l'année 1954. Il y apparait que la variable « Total français»est encorrélation positive avec les variables correspondant à la plupart de catégoriesprofessionnellesnon-agricoles (« Eau, Gaz et Electricité »; « Industrie des métaux »; « Matériaux de construction, Bâtiment et Travaux publics »; « Industries alimentaires »; «Autres industries de transformation »; « Transports et Transmissions »; «Commerces »; « Professions libérales », « Journaliers », à exception de la variable « Mines et Recherches Pétrole »). On peut donc en conclure que plus le taux de la population sachant écrire le français augmente, plus la proportion des professions non-agricoles et de journaliers augmente dans la population active, sauf pour le cas des professions stratégiques représentées par la catégorie « Mines et Recherches Pétrole ». Par contre, la variable de la langue arabe n'est pas en corrélation significative avec les variables professionnelles non-agricoles, à l'exception d'une corrélation positive avec la variable « Professions libérales ».

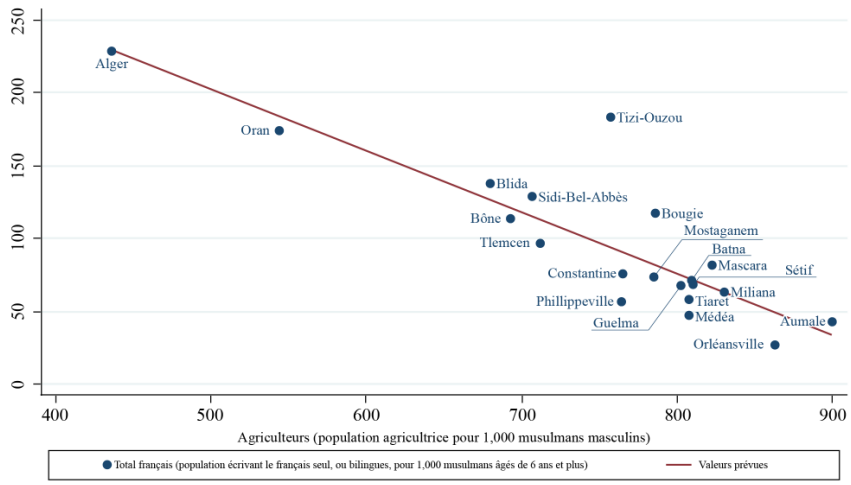
Comme nous l'avons vu, les variables socio-économiques telles que « Agriculteur », « Demeurant dans l'arrondissement de naissance », et les proportions des professions non-agricoles dans la population active sont encorrélation significative avec les variables« Parlant français », « Français seul »,« Total français»,« Bilingues »et « Illettrés »,aussi bien pour le recensement de 1948 que pour celui de 1954. Or, on peut considérer que ces variables socio-économiques (la proportion d'agriculteurs, le degré de mobilité de la population, les proportions des professions non-agricoles) représentent le degré d'urbanisation d'un arrondissement. Les corrélations observées signifientdonc que plus un arrondissement est urbanisé (avec un taux d'agriculteurs moindre, un taux des professions non-agricoles plus élevé, et unemobilité accrue de la population), plus les habitants maîtrisent la langue française, et plus le taux d'illettrismey est bas. Ces résultats confirment l'hypothèse de Colonna, qui affirmait que l'urbanisation, ainsi que la plus grande accessibilité de l'école française en milieu urbain par rapport aux régions rurales, était la cause de la scolarisation des musulmans dans les écoles françaises.

Par contre, il n'y a pas de corrélation significative entre les variables liées à la langue arabe et les variables socio-économiques, ce qui suggère que le mécanisme de scolarisation en langue arabe est trop complexe pour

être expliqué par des facteurs socio-économiquestrop généraux, tels que ceux que nous avons considérés ici. Cet état de fait n'est pas surprenant si l'on se rappelle que les lieux d'enseignement de la langue arabe ne se limitaient pas uniquement aux écoles institutionnalisées, et que les écoles arabes étaient diverses dans leurs styles et leurs tendances.

Pour terminer cette analyse, considéronsla dimension régionale du problème. La Figure 1 représente en nuage de points la corrélation entre la variable « Total français» et « Agriculteur » pour l'année 1954, où chaque point représente un arrondissement. Le coefficient de corrélation y apparait comme fortement négatif ($r = -0.864$). Cette figure permet de comprendre le positionnement de chaque arrondissement dans la tendance générale. Par exemple, l'arrondissement de Tizi-Ouzou comprend une proportion élevée de la population sachant écrire le français, par rapport à son degré modeste de « dépaysanisation » dans l'arrondissement. Cette particularité demande une explication. De fait, il est bien connu que la grande Kabylie cristallisait l'attention de la politique de scolarisation française depuis le 19ème siècle (Ageron 1968 : vol.1, pp. 289, 335–336), ce qui explique la proportion supérieure de lettrés en français dans la région. Ainsi, l'analyse statistique permet de faire ressortir les caractères spécifiques d'unité géographiques ou d'établir une typologie régionale d'après des données globales.

Figure 1 : Nuage de points représentant la corrélation entre la variable « Total français» et la variable « Agriculteur » pour l'année 1954 ($r = -0.864$) [Source : Gouvernement général de l'Algérie (n.d. [1954]) ; Les variables sont expliqués dans le corps du texte.]



3. La place culturelle des écoles coraniques

Les écoles coraniques à l'époque coloniale étaient soumises à un système d'autorisation officielle, ainsi que de surveillance et de contrôle. Dans les années 1940 et 1950, l'administrationeffectua les recensements de ces

écolesexistantes dans les communes, dans un but de surveillance sanitairemais aussi politique. Les données coloniales ainsi produites contiennent des informations sur les écoles arabes de style traditionnel, surles *talebs* ruraux, sur les écoles tenues par les*zawāya*, parl'Association des Ouléma, oumême par le parti nationaliste PPA-MTLD. Plutôt que de souligner les différences entre les tendances socio-politiques de ces écoles, le présent article entend concentrer son analyse sur le rôle d'ensemble des écoles coraniques dans l'acquisition culturelle globale des algériens dans les années 1940.

Pour ce faire, la sourceprincipale sur laquelle nous allons nous appuyer est le dossier, issu des Archives nationales de l'Algérie, intitulé «État des établissements d'enseignement privé musulman, en vue de l'organisation du contrôle médical : exécution circulaire préfectorale no.238 4/4 du 5 février 1947».[14]Le document a été produità la suite de la décision du Gouverneur général de faire parvenir à l'Académie d'Alger la liste des écoles coraniques, et celle des *madāris* privées, en incluant des informations telles que la localité, le nombre d'élèves, le nombre de professeurs, la distance du siège administratif, ou l'état des bâtiments, et ce, dans un but affiché de contrôlemédical de ces écoles.[15]Le dossier se compose de listes d'écoles coraniques dans les arrondissements suivants: Miliana; Médea; Aumale; Blida; Alger; Sétif; Batna; Constantine; Philippeville; Bône; et Bougie. On remarquera ici que le dossier conservé contient seulement les données de ces onze arrondissements sur les vingt que comptent le nord, les listes pour les neuf autresarrondissements étant manquantes. C'est donc avec ces données parcellaires, mais néanmoins riches d'informations sur les conditions physiques des écoles coraniques de l'époque, que nous avons tenté d'effectuer une analyse statistique similaire à celle de la section précédente.

Avant de passer aux résultats, il convient de faire quelques remarquesd'ordreméthodologique. Nous nous sommes limités dans cette analyse àmontrer la relation globale entre la fréquentation des écoles arabes et les variables culturelles et économiques, sansnous focaliser sur lesdifférences entre ces écoles arabes. En effet, lesécoles coraniquescomprises dans ces listes étaient très diverses : écoles simples tenues par un seul maître, *zawāya* attachées aux confréries ayant deux ou plusieurs maîtres, écoles privées de l'Association des Ouléma, ou toutes autres associations éducatives, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Nous n'avons pas classé ces écoles selon différentes catégories.Nous avons aussi sciemmentignoré la distinction artificielle entre écoles coraniques et *madāris*privées, contrairement à l'usage habituel des enquêteurs français qui consiste à les distinguer en deuxlistes séparées. Comme nous l'avons vu plus haut, la distinction entre école coranique et

[14] ANA [Archives nationales de l'Algérie], IBA/INS [Fonds du Gouvernement général de l'Algérie, Direction de l'intérieur et des beaux-arts] 057, dossier no. 2318.

[15] L'Ambassadeur de France, Gouverneur général de l'Algérie aux Préfets d'Alger, d'Oran, de Constantine, « Recensement des établissements d'enseignement privé musulman en vue de l'organisation du contrôle médical (27 janvier 1927) »; Le Recteur de l'Académie d'Alger au Ministre plénipotentiaire, Gouverneur général de l'Algérie, « Recensement des établissements d'enseignement privé musulman en vue de l'organisation du contrôle médical (Alger, 14 janvier 1947) », ANA, IBA/INS057, dossier no. 2318.

madrasa imposée par l'autorité coloniale était seulement théorique, et ne représentait en rien la réalité locale. De plus, étant donné que certaines écoles fonctionnaient sans respecter les modalités légales, la distinction entre les deux catégories est d'autant plusimprécise. En conséquence, le classement des écoles recensées se fait typiquement selon des critères arbitraires propres à chaque enquêteur. Pour obtenir des résultats significatifs qui ne soient pas biaisés par ce type d'incohérence dans les données, nous avons compté seulement le nombre d'élèves total dans chaque arrondissement, sans distinguer les écoles coraniques des *madāris*.

Les variables employées dans l'analyse sont donc les suivantes. Les variables culturelles et socio-économiques pour l'année 1948 sont les mêmes que pour la section précédente, avec quelques variables professionnelles additionnelles. Naturellement, nous nous limitons cette fois-ci aux onze arrondissements pour lesquels les données sur les écoles coraniques existent (n=11).

- Variable des Écoles coraniques en 1947 :
- Écoles arabes : Nombred'élèves des écoles coraniques et des *madāris* privées recensésdans un arrondissement donné par rapport à la population musulmane de 10 ans et plus (total des deux sexes) dans ce même arrondissement (calculé par l'auteur d'après les listes dans ANA, IBA/INS057, dossier no. 2318 et les données de la population dans Gouvernement général de l'Algérie (n.d. [1948] : vol.3, Tableaux, p. 37, TableauVIII bis, total des deux sexes)
- Variables culturelles pour 1948 :
- Parlant français : Nombre d'individus parlant français, pour 1000 musulmans âgés de 10 ans et plus (d'après Gouvernement général de l'Algérie (n.d. [1948] : vol.3, Tableaux, p. 36, TableauVIII, sexe masculin)
- Français seul : Nombre d'individus écrivant le françaismais ne sachant pas écrire l'arabe, pour 1000 musulmans âgés de 10 ans et plus (calculé par l'auteur d'après les chiffres donnés dans Gouvernement général de l'Algérie (n.d. [1948] : vol.3, Tableaux, p. 37, TableauVIII bis, sexe masculin)
- Bilingues : Nombre d'individus écrivant le français et l'arabe, pour 1000 musulmans âgés de 10 ans et plus (*ibid*.)
- Arabe seul : Nombre d'individus écrivant l'arabe mais ne sachant pas écrire le français, pour 1000 musulmans âgés de 10 ans et plus (*ibid*.)
- Total français : Nombre d'individus écrivant le français seulou bilingues, pour 1000 musulmans âgés de 10 ans et plus (*ibid*.)
- Total arabe : Nombre d'individus écrivantl'arabe seul ou bilingues, pour 1000 musulmans âgés de 10 ans et plus (*ibid*.)
- Illettrés : Nombre d'individusillettrés pour 1000 musulmans âgés de 10 ans et plus (*ibid*.)
- Variables socio-économiques pour 1948 :
- Demeurant dans l'arrondissement de naissance : Nombres d'individus demeurant toujours dans leur arrondissement de naissance, pour 1000 personnes recensées (d'après Gouvernement général de l'Algérie (n.d. [1948] : vol.3, p. 35, sexe masculin)
- Agriculteur : Nombre d'actifs exerçants une activité agricole et autres activités annexes par rapport à la population active de l'arrondissement (calculé par l'auteur d'après les chiffres dans Gouvernement général de l'Algérie (n.d. [1948]: vol.3, Tableaux, pp. 107–118,TableauIX, comprenant les deux sexes)

- Production d'énergie et Industries primaires : Nombred'individus exerçants une activité en lien avec la Production d'énergie et les industriesprimairespar rapport à la population active de l'arrondissement (*ibid.*)
- Industries de transformation : Nombre d'actifs exerçants une activité en lien avec les Industries de transformation par rapport à la population active de l'arrondissement (*ibid.*)
- Transports : Nombre d'actifs exerçants une activité en lien avec les Transports par rapport à la population active de l'arrondissement (*ibid.*)
- Commerce : Nombre d'actifs exerçants une activité en lien avec les Commercespar rapport à la population active de l'arrondissement (*ibid.*)
- Profession libérales et administratives : Nombre d'actifs exerçants une activité deProfession libéraleou administrative par rapport à la population active de l'arrondissement (*ibid.*)
- Indépendants : Nombre d'actifs exerçants une activité Indépendantepar rapport à la population active de l'arrondissement (*ibid.*)

Table 6:Corrélations entre la fréquentation des écoles arabes et les variables culturelles ou socio-économiques dans les onze arrondissements du nord de l'Algérie (1947–1948)
[Source : ANA, IBA/INS057, dossier no. 2318 ; Gouvernement général de l'Algérie (n.d. [1948]) ; Les variables sont expliquéesdans le corps du texte.]
*p<0.10, **p<0.05, ***p<0.01.

		Écoles arabes	Parlant français	Lettrés					Illettrés	Demeurant dans l'arrondissement de naissance	Agriculteur
				Français seul	Bilingues	Arab seul	Total fran çais	Total arabe			
Écoles arabes		1.000									
Parlant français		0.605**	1.000								
Lettrés	Français seul	0.417	0.855***	1.000							
	Bilingues	0.641**	0.694**	0.716**	1.000						
	Arabe seul	0.169	0.231	-0.286	0.308	1.000					
	Total fran çais	0.495	0.862***	0.985***	0.825***	-0.156	1.000				
	total arabe	0.450	0.190	0.163	0.733**	0.873***	0.311	1.000			
Illettrés		-0.550*	-0.779***	-0.883***	-0.926***	-0.185	-0.942***	-0.606**	1.000		
Demeurant dans l'arrondissement de naissance		-0.266	-0.833***	-0.844***	-0.711**	0.166	-0.858***	-0.246	0.797***	1.000	
Agriculteur		-0.340	-0.755***	-0.895***	-0.831***	0.048	-0.928***	-0.392	0.908***	0.889***	1.000

Selon la Table 6, la variable «Écoles arabes» est en corrélation positive avec les variables « Parlant français » et « Bilingues», alors qu'elle est en corrélation négative avec les « Illettrés». Elle n'est en revanche pas en corrélation significative avec les variables « Français seul », « Arabe seul », « Total français» ou «Total arabe», ni avec les variables socio-économiques (« Agriculteur » et «Demeurant dans l'arrondissement de naissance»). Ces résultats montrent une relation étroite entre la fréquentation des écoles

arabeset le bilinguisme, mais sans qu'il n'y ait de relation avec le monolinguisme arabe. Plus la proportion d'enfants fréquentant les écoles arabesaugmente, plus la proportion de la population sachant parler le français ou étant bilingue n'augmente, et plusla proportion d'illettrés diminue.

Quant aux variables des catégories professionnelles, elles ne permettent pas de dégager de résultat significatif. Comme indiqué dans la Table 7, seule la variable « Industries de transformation » est en corrélation significative (et positive) avec la variable «Écoles arabes ». Cependant, étant donné que la corrélation n'est pas significative, ni avec les variables socio-économiques «Agriculteur» ou «Demeurant dans l'arrondissement de naissance », et ni avec les autre variables professionnelles, on peut douter du caractère réel de cette corrélation.

Table 7 : Corrélations entre la fréquentation des écoles arabes et les variables des catégories professionnelles dans les onze arrondissements du nord de l'Algérie (1947–1948)
Source : ANA, IBA/INS057, dossier no. 2318 ; Gouvernement général de l'Algérie (n.d.[1948]); Les variables sont expliquéesdans le corps du texte.
*p<0.10, **p<0.05, ***p<0.01.

	Activités agricoles et annexes	Production d'énergie et Industries primaires	Industries de transformation	Transports	Commerce	Professions libérales et administratives	Indépendants
Écoles arabes	-0.340	0.051	0.548*	0.321	0.425	0.338	0.052

Ces résultats suggèrent que la fréquentation des écoles arabes privées était probablement plus importante dans les lieux plus fortement empreints de bilinguisme et où la diffusion du français parlé était plus répandue. Cela indiqueque l'implantation des écoles coraniques et des *madāris*était liée à la double scolarité. Bien sûr, il ne s'agit que d'une tendance mesurée par corrélation, ce qui ne signifie pasque les écoles arabes n'existaient pas dans les régions où l'accès à l'école françaises était difficile, ou dans celles où le monolinguisme arabe était dominant parmi les lettrés. Elles y existaient bel et bien : les études montrent queles écoles de l'Association des Ouléma étaient présentes aussi bien dans les douars que dans les villes.[16]En revanche, comme cette tendanceest générale, on peut affirmer que les écoles arabes s'implantaient préférentiellement d'une façon compatible avec les écoles françaises. Les *taleb*s qui arrachaient les élèves des écoles françaises, que le rapport Combes signala à la fin 19ème, n'étaient plus typiques des écoles

[16] Fuḍalā' (1999) montre les détails (la localité, l'histoire, ainsi que quelques enseignants et anciens élèves) des écoles établies dans le reseaux de l'Association.

coraniques en 1947.[17] Elles étaient alors plus liées au bilinguisme et à la double scolarité qu'au monolinguisme.

Conclusion

En employant la méthode statistique, cetarticle a démontré, entre autres, que l'expansion du bilinguisme en Algérie après la deuxième guerre mondiale était due à la fréquentationdes écoles françaises, surtout dans les milieux urbanisés. Il a aussi démontré que le bilinguisme était favorisé par le développement des écoles arabes religieuses, dont l'implantation s'est déroulée d'une façon compatible avec la scolarisation en français. L'augmentation du nombre d'enfants bilingues grâce à la double scolarité représentait une caractéristique culturelle essentielle de l'Algérie d'après-guerre.

En plus de ces découvertes, cet article entend contribuer à l'innovation méthodologique de l'étude de l'histoire culturelle de l'Algérie. Il attestede la validité de la méthode statistique pour examiner les hypothèses des recherches existantes,tel que cela a été tenté dans cet article pour la thèse de Colonna. Cette méthode fournit une approche nouvelle permettant d'étudier les mouvements culturels (comme celui de l'Association des Ouléma) dans leurs contextes socio-économiques, en mobilisant les données disponibles, aussi bien qualitatives que quantitatives.

Références bibliographiques

Abi-Mershed, Osama, 2010, *Apostles of Modernity: Saint-Simonians and the Civilizing Mission in Algeria*, Stanford, Stanford University Press.

Ageron, Chrarles-Robert, 1968, *Les Algériens musulmans et la France, 1871–1919*, 2 vols, Paris, PUF.

Colonna, Fanny, 1975, *Instituteurs algériens, 1883–1939*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Fuḍalā, Muḥammad al-Ḥasan, 1999, *al-Masīra al-rā'ida li-l-ta`alīm al-`arabī al-ḥurr bi-l-Jazā'ir*, 4vols, Alger, Dār al-Umma.

Gouvernement général de l'Algérie, 1934, *Recensements démographique quinquennial du 8 mars 1931*, vol.1, Principales agglomérations.

---, n.d., 1948, Résultats statistiques du dénombrement de la population effectué le 31 Octobre 1948, 4 vols.

---,n.d., 1952, Annuaire statistique de l'Algérie, 1952.

[17] Il convient d'émettre une réserve à cette observation. Après les insurrections du 8 mai 1945 dans l'Est de l'Algérie, certaines écoles coraniques furent fermées, car leur maîtres, pour la plupart partisans des Amis du Manifeste et de la Liberté, étaient soupçonnés ou inculpés (Voir par exemple les listes des écoles coraniques à Tizi-Ouzou dans ANA, Fonds des territoires du sud, 5 E/1120 dossier « L'enseignement privé dans l'arrondissement d'Orléansville, Miliana et Tizi-Ouzou, 1945–1946 »). Les données employées dans l'analyse, datées de 1947, peuvent refléter encore cette situation d'après 1945. Il convient aussi d'insister sur le fait que les données sont limitées à onze arrondissements seulement, principalement de l'Est et du centre de l'Algérie.

---, n.d., 1954, Résultats statistiques du recensement de la population du 31 Octobre 1954, 3 vols.

Kateb, Kamel, 2004, « Les séparations scolaires dans l'Algérie coloniale » in *Insaniyat*, n° 25–26, Oran, CRASC, pp. 65–100.

Merad, Ali, 1967, Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940, Paris, Mouton.

Pervillé, Guy, 2004, Les étudiants algériens de l'université française, 1880–1962, Alger, Casbah éditions.

Saadallah, Abou al-Kacem, 1985, *La montée du nationalisme algérien*, 2ème édition, Alger, ENA.

Sénat (France), Commission d'études des questions algériennes, 1892, *Rapport de M. Combes, sénateur, sur l'instruction primaire des indigènes*, Paris, P. Mouillot.

Siari Tengour, Ouanassa, 1998, « Les écoles coraniques, 1930–1950: Portée et signification » in*Insaniyat*,no. 6, Oran, CRASC, pp. 85–95.

Turin, Yvonne, 1971, Affrontements culturels dans l'Algérie coloniale, Paris, Maspero.

Watanabe, Shoko, 2016, « Shokuminchi-ki Algeria no Kyoiku Jissen To Sono Haikei: 1946 Nen To 1954 Nen No Jinko Chosa Kara [La pratique éducative en Algérie coloniale et ses contextes: D'après les recensements en 1948 et 1954] » (en japonais) in*Ajiken World Trend*, no. 245, Chiba (Japon), Institute of Developing Economies, pp. 58–65.